



SOCIAL-ECO - SOCIAL-ECO

« Urgences en colère » au CHU de Nice

En grève depuis le 17 juillet, le personnel de l'hôpital lance aujourd'hui la première de son programme d'actions.

Une insuffisance de moyens qui touche tous les hôpitaux, et particulièrement le CHU de Nice, deuxième service d'urgences de France, en taille. « En plein mois de juillet, je crois que la ville triple sa population, l'activité augmente, mais l'effectif reste constant », dénonce Stéphane Gauberti. Les patients pris en charge voient, eux, les heures défilier. « Ils restent parfois 24 heures sur des brancards. On ferme des lits parce qu'on n'a pas assez de personnels, pas assez de médecins, pas assez d'anesthésistes », déplore Michel Fuentes, secrétaire général de Force ouvrière au CHU.

« Tout le monde est épuisé, à bout de souffle »

En cette saison de fortes affluences, les deux syndicalistes pointent les risques provoqués par cette attente excessive. « Quand vous avez quelqu'un de votre famille hospitalisé sur un brancard des heures et des heures, certains pètent les plombs, et cela met en péril la sécurité du personnel », reconnaît le secrétaire général de la CGT. « Pas plus tard qu'il y a une dizaine de jours, on a eu une agression au couteau, une attaque à l'extincteur et une autre à main nue », alarme Stéphane Gauberti. Dans ce contexte, le personnel « n'en peut plus, il a du mal à suivre. Les condi-

tions de travail sont déplorables, tout le monde est épuisé, à bout de souffle », poursuit-il.

Les syndicats ont donc organisé une plateforme revendicative, portant sur les effectifs, le matériel, mais aussi des préoccupations plus immédiates comme la gestion de la canicule. « Il n'y a même pas de plan d'aide pour faire face aux chaleurs extrêmes », s'est étonné Michel Fuentes. « On nous a proposé une multitude de réponses : des bouteilles d'eau, des frigos, des carafes, du matériel », ironise Stéphane Gauberti. Mais rien sur la prime canicule, demandée nationalement par Force ouvrière. Les syndicats ont néanmoins obtenu que la direction négocie avec la préfecture pour avoir un policier présent 24 heures sur 24 par mesure de sécurité. Elle promet également d'embaucher 19 personnes supplémentaires « qui permettront de pourvoir 100 % des postes vacants au 9 septembre », affirme la direction.

300 postes supplémentaires sont nécessaires

« Cela ne suffira pas, estime le secrétaire général de la CGT, c'est une goutte d'eau dans l'océan. » Les syndicats jugent en effet que 300 postes supplémentaires sont nécessaires pour assurer le bon fonctionnement

du CHU... De plus, pour Michel Fuentes, la prime de risque accordée par la ministre de la Santé à destination unique des urgentistes « divise plus le personnel qu'autre chose ». Elle ne concerne en effet que 368 personnes sur les 6 500 agents du CHU, et devrait être attribuée à tous, car « tout le personnel se charge de l'accueil des clients », rappelle le secrétaire général de FO. Face aux difficultés de manifester au mois d'août, la CGT appelle à une grande journée d'action de l'ensemble du secteur hospitalier et des Ehpad le 11 septembre.

Le manque de matériel, le manque d'effectif et les plannings surchargés ne permettent plus au personnel de maintenir sa mission de service public. Les syndicats, en grève reconductible depuis le 17 juillet, appellent donc le personnel à se mobiliser à partir d'aujourd'hui et chaque semaine lors des « mardis Urgences en colère ». Tous les ans, le CHU de Nice renvoie chez eux 1 500 usagers. « On ne peut pas accueillir les patients dans leur totalité, on est obligé de les diriger vers un autre secteur médical, celui des secteurs privés, lucratifs », regrette Stéphane Gauberti, le secrétaire général de la CGT du centre hospitalier. ■

par Pierre-Adrien Dagnelies

